

Jason Témaui MAN  
Président de l'association Te Motu  
Assesseur de Te Ora Naho - Fédérations des associations de protection de  
l'environnement  
jasonms1@gmail.com

Adressé à  
Emmanuel MACRON  
Président de la République Française

Monsieur le Président de la république,

'la ora na,

Je vous adresse cette lettre en tant que citoyen engagé, préoccupé par l'avenir des territoires ultramarins français, et en particulier celui de mon pays la Polynésie, face aux défis de la crise climatique.

La Polynésie et les autres territoires ultramarins, qui contribuent avec force à la richesse écologique, culturelle et humaine de la France, sont aujourd'hui extrêmement menacés par les bouleversements climatiques mondiaux.

En tant que nation historiquement industrialisée, la France porte une part de responsabilité dans le réchauffement climatique mondial, ayant contribué significativement à travers l'histoire aux émissions de gaz à effet de serre qui en sont à l'origine. Aujourd'hui, ce sont nos territoires ultramarins qui se trouvent en première ligne pour en subir les conséquences, avec des répercussions particulièrement dévastatrices pour leurs écosystèmes uniques et la sécurité de nos peuples.

Nous avons beaucoup de raisons de nous inquiéter et donc tout autant de raisons de nous mobiliser pour changer la trajectoire que prend collectivement l'humanité. Notre pays subit une véritable injustice de par la disproportion entre notre contribution au changement climatique et les impacts que celui-ci aura sur nous. Alors que des pays, historiquement plus responsables de la situation, n'assument pas pleinement leur part et sont moins exposés aux dangers que nous.

Monsieur le Président, la République a le devoir de protéger et de préserver l'intégrité de tous ses territoires, y compris ses territoires ultramarins. En tant que puissance responsable et engagée dans la lutte contre le changement climatique, la France se doit d'accompagner et de soutenir davantage ces territoires dans leurs efforts d'adaptation. En Polynésie française, par exemple, les récifs coralliens souffrent de l'augmentation des températures et de l'acidification des eaux, menaçant les habitats naturels, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations locales. D'après les rapports du GIEC, nous perdrons 70% de nos coraux à +1,5°C et 99% à 2°C. La situation est aussi extrêmement alarmante avec la

montée des eaux pour nos 84 atolls dont l'altitude moyenne est entre 1 et 3 mètres. Ce sont plus de 17.000 habitants de ces atolls qui risquent de devoir quitter leur île, leur mode de vie ancestral et toute leur histoire d'ici la fin du siècle.

Au regard de cette situation, nous demandons à l'État français un engagement renforcé et des mesures concrètes pour préserver ces territoires. La résilience et l'avenir de ces collectivités nécessitent un soutien adapté et des actions immédiates qui permettront de protéger leur environnement et de faire face aux défis climatiques auxquels elles sont confrontées. Aussi nous encourageons la nation française à redoubler d'efforts pour atténuer ses émissions de GES et faire davantage entendre les voix de ses territoires particulièrement vulnérables sur les scènes européennes et internationales.

La France occupe une place importante dans l'échiquier géopolitique mondial et a la possibilité de montrer l'exemple et inciter les autres pays à le suivre. Seul un effort mondial rapide peut sauver mon pays.

Dans ce cadre, je vous sollicite, Monsieur le Président, pour une rencontre au plus tôt dans le courant de l'année 2025 avec une délégation ultramarine représentative des différents territoires concernés. Cette rencontre serait l'occasion de discuter des réalités locales, d'explorer ensemble les solutions les plus adaptées et de réaffirmer le rôle de la France comme protecteur et partenaire dans cette lutte cruciale pour l'avenir de nos territoires.

Je vous adresse, Monsieur le Président, mes salutations respectueuses.

Mauruuru,